

Commission de Sécurité de l'Arrondissement de La Flèche

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Vincent PERDEREAU /IB
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de La Flèche s'est réunie le **27/03/2024** en vue d'émettre, conformément aux dispositions des articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95-260 du 8 mars 1995, un avis sur l'exploitation de l'Établissement Recevant du Public ci-dessous :

| | |
|------------------|---|
| Commune : | SABLE SUR SARTHE |
| Établissement | E 264 00024 003 - EHPAD MARTINIERE BATIMENT C - LES CHENES Rue Pierre et Marie Curie |
| Catégorie : | 4ème cat. |
| Type principal : | J |

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.143-22 et R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,

M. POUGET, Sous Préfecture de La Flèche



Commission de Sécurité de l'Arrondissement de La Flèche

RAPPORT DE LA VISITE DU : 27/03/2024

Établissement E 264 00024 003 - EHPAD MARTINIÈRE BATIMENT C - LES CHENES
Adresse : Rue Pierre et Marie Curie
72300 SABLE SUR SARTHE
Type et Catégorie J - 4ème cat.
Objet de la visite : visite périodique
Périodicité des visites : 36 mois
Date dernière visite périodique et avis : 23/03/2021 - avis favorable

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Membres ayant voix délibérative :

Le président de la commission : M. POUGET, Sous Préfecture de La Flèche

Le représentant du MAIRE : M. DUBOIS

Le représentant du DDSIS : M. le Ltn PERDEREAU

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- M. BAUDART, Responsable Sécurité
- Mme GABORIAU, directrice du secteur médico social PSSS

RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 143-3, R. 184-4 et R. 184-5 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

| N° de PC ou AT | Objet | Date d'étude par la SCDS | Date de réception des travaux ou devenir de la demande |
|-----------------|--|--------------------------|--|
| PC.264.96.Z3082 | Construction bâtiment. | 05/12/1996 | |
| AT.264.11.Z0009 | Remplacement des SSI de catégorie A | 26/05/2011 | |
| AT.264.13.Z0034 | Changement d'ascenseur | 28/11/2013 | 15/05/14 |
| AT.264.15.Z0010 | Remplacement VMC et étanchéité de la terrasse. | 05/03/2015 | |

Dérogations et avis techniques successifs :

1. - SCDS du 10/05/12 position prise : Favorable

Centralisation des commandes de réarmements

Le Pôle Santé Sarthe et Loir conscient de l'ancienneté des équipements d'alarme incendie sur le site de la Martinière et compte tenu des diagnostics réalisés a décidé de remplacer l'ensemble des matériels et câblages présents dans chacun des 3 bâtiments des EHPAD de SABLE S/SARTHE.

Introduction

Les DAS existants ne sont pas modifiés comme précisé dans la demande d'autorisation de travaux. Cependant un réarmement motorisé des clapets coupe feu est prévu dans le cadre des travaux. A ce titre, il était initialement prévu un réarmement à partir d'une commande installée dans chaque zone de compartimentage.

Objet de la demande

Le Pôle Santé Sarthe et Loir souhaite modifier cette fonction et installer une commande centralisée de réarmement des clapets coupe feu au niveau de la centrale incendie de chaque bâtiment. Ce dispositif serait envisagé pour les bâtiments des Chênes et des Aulnes.

Justifications

Cette commande est uniquement actionnée dans le cadre de la remise à l'état de veille de l'installation c'est-à-dire après avoir effectué la levée de doute. Elle ne participe pas à une quelconque fonction de mise en sécurité pilotée par la centrale, aussi nous pouvons la considérer comme une fonction de confort, à destination des agents de maintenance chargés de la remise en état de veille.

D'autre part, en raison du nombre important de clapets coupe feu un gain de temps est espéré en lieu et place d'actionner la commande dans chaque zone de compartimentage. La remise à l'état de veille du système est donc plus rapide.

De plus, cette commande étant à proximité du SSI, le lien direct avec la remontée d'information du CMSI est immédiatement et facilement visible.

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de M. BAUDART, Responsable Sécurité.

Descriptif :

LES CHENES : bâtiment à R+3

Au rez de chaussée : niveau C0

- des locaux techniques
- 1 secteur de consultations médico psychologiques
- 1 salle polyvalente
- 1 salle kiné
- des locaux communs (vestiaires, salle à manger du personnel, bagagerie)
- 1 hall d'accueil (SSI)

Au 1^{er} étage : niveau C1

- 1 zone d'hébergement de 40 lits
- 1 zone centrale de restauration
- des locaux techniques (chaufferie gaz - TGBT - groupe électrogène) pour les 3 bâtiments accessibles depuis l'extérieur
- 1 local lingerie

Au 2^{ème} étage : niveau C2

- 1 zone d'hébergement de 40 lits
- 1 zone centrale de restauration
- locaux de stockage

Au 3ème étage : niveau C3

- 1 zone d'hébergement de 20 lits
- 1 zone centrale de restauration
- 1 galerie vers les Aulnes

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

| NATURE | VÉRIFICATEUR | DATE | OBSERVATIONS |
|--|----------------|------------|------------------|
| Installations électriques | APAVE | 03/11/2023 | 7 observations |
| Protection contre la foudre (paratonnerre) | APAVE | 14/11/2023 | 1 observation |
| Eclairage de sécurité (BAES/BAEH) | APAVE | 03/11/2023 | |
| Maintenance | Régie PSSSL | | |
| Source de remplacement | ENERIA | 17/08/2023 | |
| - groupe électrogène de sécurité (livret d'entretien) | | | |
| Installation de gaz (étanchéité du réseau) | APAVE | 13/02/2023 | |
| Installation de chauffage (gaz) | DALKIA | 14/03/2024 | |
| - ramonage des conduit de fumée | RAMONETOU | 16/05/2023 | |
| Clapets coupe feu | SPIE | 16/11/2023 | |
| Appareils de cuisson (livret d'entretien) électricité | QUIETALIS | 20/12/2023 | |
| Hottes - circuits d'extraction d'air vicié de buées et de graisses (cuisine) | TSF MAINE | 05/12/2023 | |
| Ascenseurs : | | | |
| - contrat annuel d'entretien | OTIS | 19/07/2023 | |
| - contrôle quinquennal par organisme agréé | APAVE | 20/10/2020 | |
| Système de sécurité incendie de catégorie (A) : | | | |
| - contrat annuel d'entretien | SPIE | 16/11/2023 | 3 obs. |
| - contrôle triennal par organisme agréé (1 ^{er} groupe) | APAVE | 10/06/2022 | 1 obs |
| - contrôle triennal désenfumage mécanique | APAVE | 10/06/2023 | absence de débit |
| Système d'alarme type 1 (AGS) | SPIE | 16/11/2023 | |
| Installation de désenfumage (tirer lâcher, CO ₂) | SPIE et Régie | 21/03/2024 | |
| cages d'escalier / circulation horizontale | PSSSL | | |
| Extincteurs portatifs | Régie PSSSL | 16/10/2023 | |
| Portes automatiques (contrat annuel d'entretien) | AF MAINTENANCE | 13/11/2023 | |

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : personnels soignants et administratifs en décembre 2023 96 personnes
- exercice d'évacuation : 21/03/2024
- système de sécurité incendie : 5 personnes

Surveillance de l'établissement (ERP de type J) : 8 personnes sur site avec DECT et surveillance au poste sécurité du PSSSL.

Contrat de maintenance SSI en 4 h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) - Consignes : oui

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200 m de l'établissement : oui et testé annuellement

Observations relevées lors de la visite :

Les membres de la commission de sécurité ont pris connaissance des vérifications techniques obligatoires et du registre de sécurité et ont constaté l'absence de vérifications du réseau d'étanchéité gaz pour l'année en cours.

Lors de la visite des locaux, il a été fait part des remarques suivantes :

- Présence des plans à proximité du SSI mais l'affichage n'est pas assez clair pour les équipes de secours.
- Certains extincteurs sont fixés à une hauteur supérieure à 1m50 pour éviter l'arrachement lors de l'utilisation des moyens de transfert de patient.
- Présence de rideau devant les issues de secours de la salle polyvalente du rez de chaussée.
- Présence d'appareils de cuisson dans la salle polyvalente mais la puissance est inférieure à 20 kW, qu'il convient de ne jamais dépasser.
- Les plans d'intervention ne sont pas à jour.
- Présence de stockage important dans les salles d'activités du rez de chaussée.
- Défaut de réglage du ferme porte et présence de cale sur la porte du local lingerie.
- Présence d'une cale sur le local matériel au R+1.
- Présence de poubelles le long de la façade.

CLASSEMENT

Bâtiment " Les Chênes "

Calcul selon l'article J2 (Déclaration d'effectif du chef d'établissement).

Détail du calcul :

Public : 100 dont 34 au titre de pensionnaires

Personnel : 20 personnes

Effectif total : 120 personnes

Etablissement Recevant du Public de 4^{ème} catégorie et de type J.

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage - y compris ramonage du conduit d'évacuation des fumées (art. CH57 et CH58)
- les réseaux et appareils fonctionnant au gaz (art. GZ30)
- les appareils de cuisson (art. GC22)
- les hottes de cuisine - y compris le conduit d'extraction (art. GC21)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)

- les clapets coupe-feu (art. CH58)
- les portes automatiques (art. CO48)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé.

- les ascenseurs (art. AS9)

Prescriptions antérieures :

| Action | Or | Libellé |
|---------------------|----|---------|
| Aucune prescription | | |

Nouvelles prescriptions :

| Or | Libellé |
|----|--|
| 1 | Faire contrôler, par un technicien compétent l'installation de gaz (étanchéité du réseau) et reporter sur le registre de sécurité les résultats de ce contrôle. |
| 2 | Transmettre le rapport de vérification au maire de la commune qui fera suivre au secrétariat de la commission de sécurité accompagné des justificatifs de levées des éventuelles observations y figurant. (art. GE7 & GE10) |
| 3 | Transmettre le rapport de vérification quinquennal des ascenseurs au maire de la commune qui fera suivre au secrétariat de la commission de sécurité, ce rapport sera accompagné des justificatifs de levées des éventuelles observations y figurant. (art. GE 10) |
| 4 | Transmettre au maire de la commune qui fera suivre au secrétariat de la commission de sécurité, les justificatifs de levées des observations figurant sur le rapport de vérification du paratonnerre. (art. GE 10) |
| 5 | Transmettre au maire de la commune qui fera suivre au secrétariat de la commission de sécurité, les justificatifs de levées des observations figurant sur le rapport de vérification annuel du SSI réalisé par la société SPIE. (art. GE 10) |
| 6 | Transmettre au maire de la commune qui fera suivre au secrétariat de la commission de sécurité, les justificatifs de levées des observations figurant sur le rapport de vérification du désenfumage mécanique. (art. GE 10) |
| 7 | Transmettre au maire de la commune qui fera suivre au secrétariat de la commission de sécurité, les justificatifs de levées des observations figurant sur le rapport de vérification triennal du SSI établi par la société APAVE. (art. GE 10) |
| 8 | Supprimer toute tenture, portières, rideaux, voilage située devant les issues de secours (art. AM11). |
| 9 | Mettre à jour le plan schématique d'intervention de l'établissement (art. MS41) |
| 10 | Vider de tout stockage les salles d'activités du rez de chaussée (art CO28) |
| 11 | Supprimer les systèmes de blocage (verrous à aiguilles, arrêt de portes, cales, etc...) disposés sur les portes des locaux à risques particuliers (art. CO46) |
| 12 | Eloigner les poubelles à plus de 5 mètres de la façade à l'arrière du bâtiment (art. CCH 143-13) |

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

